

PROCÉDURE INTERNE DES CONVENTIONS LIBRES ET RÉGLEMENTÉES

La présente procédure (la « **Procédure** »), établie conformément aux dispositions du Code de commerce concernant les conventions dites « libres » et « réglementées », a vocation à décrire le processus interne et la méthodologie pour l'identification, la qualification, le suivi et le contrôle régulier des conventions conclues entre Soitec SA (ou la « Société ») et toute personne intéressée au sens de la réglementation applicable.

Cette Procédure n'a pas vocation à remplacer les autres procédures éventuellement applicables en vertu notamment des dispositions du Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de la Société, des procédures internes au Groupe ou de toute autre disposition légale ou réglementaire prévoyant un régime d'autorisation spécifique.

La Procédure a fait l'objet d'un échange avec les Commissaires aux Comptes de Soitec SA et sa dernière version a été approuvée par le Conseil d'Administration de Soitec SA du [9 juin] 2021. Elle pourra être modifiée par décision du Conseil d'Administration, notamment pour tenir compte de l'évolution de la réglementation, des recommandations de l'Autorité des marchés financiers (AMF) ou de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (CNCC) et des pratiques de place.

1. DÉFINITIONS

1.1. Définition d'une « convention »

Constitue une « **convention** » tout accord de volonté, tacite ou exprès, conclu entre personnes morales et/ou physiques. Une convention avec une personne intéressée peut être qualifiée de libre¹, réglementée² ou prohibée³.

1.2. Définition d'une convention avec une « personne intéressée »

Est considérée comme une « **personne intéressée** », l'une des personnes suivantes susceptibles d'être directement ou indirectement intéressées, ou intervenant par personne interposée à une convention conclue avec la Société :

- le directeur général, un directeur général délégué ou un administrateur⁴, ou
- un actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, ou
- une entité ayant un dirigeant commun avec la Société⁵.

La procédure est applicable y compris si la personne intéressée est étrangère.

¹ Au sens de l'article L225-39 du Code de commerce.

² Au sens de l'article L225-38 du Code de commerce.

³ Au sens de l'article L.225-43 du Code de commerce.

⁴ A noter que si le mandataire est une personne morale, la procédure s'applique à son représentant permanent.

⁵ L'article L225-38 du Code de commerce dispose : « Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la société et une entreprise, si le directeur général, l'un des directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise. ».

Est considérée comme étant « **indirectement intéressée** » à une convention à laquelle elle n'est pas partie, la personne qui, en raison des liens qu'elle entretient avec les parties et des pouvoirs qu'elle possède pour infléchir leur conduite, en tire ou est susceptible d'en tirer un avantage⁶.

Est considérée comme étant une « **personne interposée** » toute personne qui conclut avec la Société une convention dont le bénéficiaire réel est une personne intéressée.

1.3. Définition des différents types de conventions

Les conventions conclues avec des parties intéressées peuvent être réparties en trois catégories :

- les conventions dites « prohibées »,
- les conventions dites « libres », et
- les conventions dites « réglementées ».

a. Les conventions prohibées⁷

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique au directeur général, aux directeurs généraux délégués et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

b. Les conventions « libres »

Constitue une « **convention libre** » :

- toute convention portant sur des opérations courantes **et** conclue à des conditions normales (telle que définie ci-après). Le caractère courant et les conditions normales étant des conditions cumulatives, en l'absence de l'une ou l'autre condition la convention constitue une convention réglementée ; ou
- toute convention conclue entre deux sociétés dont l'une détient, directement ou indirectement, la totalité du capital de l'autre, le cas échéant déduction faite du nombre minimum d'actions requis pour satisfaire aux exigences légales⁸.

Constitue une « **opération courante** », toute opération qui, par sa nature, son importance, sa durée ou ses conséquences économiques ou juridiques reflète un caractère courant et qui est :

- effectuée par la société dans le cadre de son activité ordinaire ;
- relève de son activité statutaire et est conforme à son objet social ;
- habituelle, c'est-à-dire de même nature que d'autres déjà effectuées par la société ; et
- conforme à des pratiques usuelles des sociétés placées dans une situation similaire.

Si la répétition constitue une présomption du caractère courant, le critère d'habitude n'est toutefois pas à lui seul déterminant. D'autres critères sont également pris en considération pour déterminer le caractère

⁶ La Procédure retient la définition figurant à la proposition n°4.2 de la Recommandation AMF n°2012-05 du 5 octobre 2018 (proche de la proposition initialement formulée par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Ile-de-France dans sa contribution aux travaux de place, « Renforcer l'efficacité de la procédure des conventions réglementées », septembre 2011, p. 18).

⁷ Selon l'article L.225-43 du code de commerce.

⁸ Exigences légales au titre de l'article 1832 du code civil ou des articles L. 225-1 et L. 226-1 du code de commerce.

courant d'une opération, notamment les circonstances entourant la conclusion de la convention, sa nature et son importance ou ses conséquences économiques ou juridiques.

Le caractère unique ou exceptionnel d'une convention, notamment au regard de son enjeu économique, exclut donc, en particulier, la qualification d'opération courante.

Constitue des « **conditions normales** » d'une convention :

- des conditions habituellement pratiquées par la société pour des opérations du même type ou similaires dans ses rapports avec les tiers de telle sorte que l'intéressé ne retire pas de l'opération un avantage qu'il n'aurait pas eu s'il était un cocontractant quelconque de la société ; ou
- des conditions comparables à celles ordinairement consenties par la société ou une société du même secteur d'activité pour le même type d'opération.

Les éléments suivants sont notamment pris en considération dans le cadre de l'appréciation des « conditions normales » d'une convention :

- Le prix est l'un des facteurs clefs, notamment s'il s'agit d'un prix de marché ou d'un prix généralement pratiqué dans le secteur concerné ;
- Les termes juridiques, en vérifiant notamment s'ils sont équilibrés ou standards par rapport au type d'opération envisagée (délais de règlement, garanties...) ;
- Les enjeux financiers, en regardant l'importance ou la faiblesse des enjeux financiers pour les parties à la conventions concernées.

Les conventions « libres » ne sont pas soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'administration de la Société, ni à l'approbation de son assemblée générale. Elles font toutefois l'objet d'un suivi (voir ci-après).

c. Les conventions « réglementées »

Il s'agit de toute convention conclue entre la Société et une « personne intéressée », et qui n'est ni « prohibée » ni « libre ». Toute convention réglementée doit être soumise à autorisation préalable du Conseil d'administration et à l'approbation a posteriori par l'assemblée générale.

2. IDENTIFICATION ET SUIVI DES CONVENTIONS AVEC DES PERSONNES INTERESSEES

La procédure d'identification et de suivi des conventions décrite au présent titre s'applique :

- préalablement à la conclusion d'une convention ; et
- à l'occasion de toute modification, renouvellement, reconduction ou le cas échéant résiliation d'une convention précédemment conclue, y compris la modification, le renouvellement, la reconduction ou le cas échéant la résiliation d'une convention considérée comme « libre » au moment de sa conclusion.

2.1. Gestion de la liste des personnes intéressées

Le département juridique maintient et met à jour régulièrement une liste indicative des personnes intéressées qu'elle communique en interne dans le cadre de la matrice d'approbation des engagements. Il convient de noter que cette liste n'est pas exhaustive, notamment car elle ne peut inclure les personnes interposées ou en cas d'intérêt indirect.

2.2. Identification des conventions avec des personnes intéressées

Toute personne impliquée dans le cadre d'un projet de convention doit s'interroger sur la qualité des parties afin de déterminer s'il s'agit ou non d'une convention entre personnes intéressées. Toute personne ayant

connaissance d'une convention susceptible d'intervenir entre la Société et une personne intéressée doit informer le département juridique **préalablement** à sa signature ou son exécution, le cas échéant (par exemple dans le cadre d'un flux financier en présence d'une relation contractuelle tacite). De plus, toute personne directement ou indirectement intéressée à une convention réglementée est tenue, conformément à la réglementation applicable, d'informer le Conseil d'administration dès qu'elle en a connaissance⁹.

Cette information est requise y compris lorsque la convention est susceptible de constituer une convention libre non soumise à la procédure d'autorisation des conventions réglementées.

Le département juridique, conjointement avec le département finance et tout autre département concerné, opère l'analyse des circonstances propres à la conclusion de la convention pour définir son caractère réglementé, libre ou prohibé selon les définitions mentionnées ci-dessus et conformément à la procédure décrite ci-dessous.

2.3. *Suivi des conventions avec des personnes intéressées*

Chaque personne responsable d'une relation avec une partie intéressée ou d'une convention avec une partie intéressée doit s'assurer que toute modification des engagements en cause, formalisée ou non (par exemple : avenant, renouvellement, résiliation par accord mutuel, changement des termes de paiement etc), est communiquée au département juridique (lequel pourra conjointement avec le département finance et tout autre département concerné, le cas échéant, réévaluer la qualification de la convention au regard des modifications intervenues).

Le département juridique tiendra (sur la base des informations auxquelles il aura accès ou qui lui auront été transmises) une liste des conventions conclues avec des personnes intéressées.

Le département juridique, avec l'aide du département finance, complète la liste annuellement à la clôture de l'exercice avec les données financières relatives à chaque convention. Cette liste précise le nom et la nature de la convention, l'identification des parties, les liens entre elles, la date de signature de la convention ainsi que les flux financiers étant intervenus au cours de la période au titre de laquelle elle est établie.

3. PROCÉDURE D'ÉVALUATION ET DE SUIVI DES CONVENTIONS

3.1. *Procédure d'analyse des conventions et de qualification, le cas échéant, en convention « libre »*

Une fois qu'il a été informé de l'existence d'une potentielle convention avec une personne intéressée (voir la procédure d'identification décrite ci-dessus), le département juridique vérifie (i) que la convention n'est pas « prohibée » (auquel cas elle ne pourra pas être conclue), et, (ii) conjointement avec le département finance et/ou tout autre département concerné, si la convention peut être considérée comme « libre » (à savoir courante et conclue à des conditions normales ou conclue avec une filiale dans les conditions définies au 1.3.b) ci-dessus).

L'appréciation du caractère courant et des conditions normales (caractérisant une convention libre) doit être effectuée au cas par cas par le département juridique, conjointement avec le département finance et/ou tout autre département concerné, c'est-à-dire en analysant les circonstances et conditions

⁹ Article L225-40 du Code de commerce.

particulières de la convention en cause. Les personnes directement ou indirectement intéressées à la convention ne participent pas à son évaluation.

En cas de doute sur la qualification à apporter à une convention, les commissaires aux comptes peuvent être consultés.

Le détail cette évaluation et les justifications de la qualification de convention « libre » sera documenté et conservé par le département juridique.

3.2. Suivi des conventions « libres »

La convention qualifiée de libre est librement conclue, sans préjudice, le cas échéant, d'une autorisation préalable particulière si elle est prévue par le règlement intérieur du Conseil d'administration de Soitec SA ou par la réglementation applicable.

Une liste des conventions libres est établie au 31 mars de chaque année et fait l'objet d'une revue détaillée par le département juridique et le département finance. Dans ce cadre, ils peuvent recommander soit de conserver la qualification d'origine de la convention libre si les critères ayant permis sa qualification auront été considérés comme toujours pertinents, soit de requalifier la convention en convention réglementée et donc d'en aviser immédiatement le Conseil d'Administration.

La liste des conventions libres est transmise annuellement aux Commissaires aux comptes.

La liste des conventions libres est transmise annuellement et discutée le cas échéant lors du Comité d'Audit et des Risques préparant l'approbation des comptes annuels de Soitec SA. Le Comité d'Audit et des Risques rend compte annuellement au Conseil d'administration de la bonne application de la présente Procédure et propose, le cas échéant, une mise à jour de la Procédure.

3.3. Procédure de contrôle des conventions réglementées

Lorsque la convention entre la Société et une personne intéressée ne peut être considérée comme libre, elle est dite réglementée et doit faire l'objet d'une autorisation préalable du Conseil d'administration.

a. Autorisation préalable des conventions par le Conseil d'administration

Cette autorisation est mise à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil, une note de présentation et de motivation du projet de convention, préparée par le département juridique avec l'aide du département finance et de tout autre département concerné, étant jointe au dossier. Le département juridique s'assure que le Conseil reçoit l'ensemble des informations nécessaires, notamment les informations devant – si la convention est autorisée et conclue – être publiées sur le site internet de la Société¹⁰, à savoir :

- le nom ou la dénomination sociale de la personne directement ou indirectement intéressée,
- la nature de sa relation avec la société,
- la date et les conditions financières de la convention,
- l'objet de la convention,
- l'indication du rapport entre son prix pour la société et le dernier bénéfice annuel de celle-ci, ainsi que

¹⁰ Article L22-10-13 et R22-10-17 du Code de commerce.

- toute autre information nécessaire pour évaluer l'intérêt de la convention pour la société et les actionnaires, y compris minoritaires, qui n'y sont pas directement ou indirectement intéressés.

Le Conseil d'administration pourra nommer un expert indépendant lorsque la conclusion d'une convention réglementée est susceptible d'avoir un impact très significatif sur le bilan ou les résultats de la Société ou du Groupe.¹¹

L'autorisation est motivée en justifiant de l'intérêt de la convention pour la Société notamment en précisant les conditions financières qui y sont attachées. Lorsque la personne directement ou indirectement intéressée siège au Conseil, celle-ci ne prend pas part aux délibérations et au vote.

La convention réglementée est conclue une fois obtenue l'autorisation du Conseil d'administration. Le président du Conseil d'administration avise les commissaires aux comptes des conventions réglementées autorisées par le Conseil dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion¹².

Lorsque la convention réglementée implique Soitec SA, une information est publiée sur son site Internet au plus tard au moment de sa conclusion justifiant de l'intérêt de la convention pour Soitec SA et contenant les éléments susvisés.

b. Examen annuel des conventions réglementées par le Conseil d'administration

Chaque année, les conventions autorisées et conclues au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution a été poursuivie au cours du dernier exercice sont examinées par le Conseil d'administration. Lorsque la personne directement ou indirectement intéressée siège au Conseil, celle-ci ne prend pas part aux délibérations et au vote. Dans ce cadre, il peut, le cas échéant, procéder au reclassement ou déclassement de toute convention avec des parties intéressées (en convention réglementée ou libre, selon le cas) au vu des critères de qualification décrits ci-dessus.

c. Approbation annuelle des conventions réglementées par l'Assemblée générale des actionnaires

Le président du Conseil d'administration, avant le 30 avril de chaque année¹³, donne avis aux commissaires aux comptes, s'il en existe, de toutes les conventions autorisées et conclues et les soumet à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires.

Par ailleurs, les conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution a été poursuivie au cours du dernier exercice sont communiquées aux Commissaires aux Comptes.

La Société peut décider de soumettre toute convention réglementée significative, autorisée et conclue postérieurement à la date de clôture de l'exercice à l'approbation de la plus prochaine Assemblée Générale sous réserve que les commissaires aux comptes aient la possibilité d'analyser ces conventions dans des délais compatibles avec l'émission de leur rapport.

Les commissaires aux comptes présentent, sur ces conventions, un rapport spécial à l'assemblée générale des actionnaires, qui statue sur ce rapport.

¹¹ Conformément à la proposition n°4.6. figurant dans la Recommandation AMF n°2012-05 du 5 octobre 2018.

¹² Article R225-30 du Code de commerce.

¹³ *idem*

Toute personne intéressée, directement ou indirectement, ne participe pas au vote de l'assemblée et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

4. PUBLICATION DANS LE RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Conformément aux dispositions de l'article L.22-10-12 Code de commerce, la description de la Procédure et de sa mise en œuvre est publiée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise établi par la Société¹⁴.

¹⁴ Par ailleurs, sont mentionnées en annexe des comptes annuels, les conventions qui constituent des transactions effectuées par la Société avec des « parties liées » au sens des normes comptables.